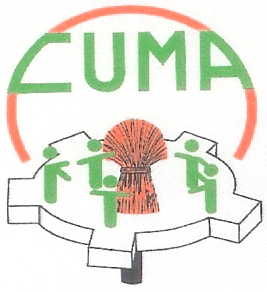
COOPÉRATIVE D’UTILISATION DE MACHINERIE AGRICOLE DU HAUT SAINT-LAURENT

****

**Règlements**

**2012**

Sommaire

[Chapitre I : définitions 4](#_Toc321923095)

[1.1 Définitions 4](#_Toc321923096)

[Chapitre II : capital social 5](#_Toc321923097)

[2.1 Parts de qualification 5](#_Toc321923098)

[2.2 Modalités de paiement 5](#_Toc321923099)

[2.3 Transfert des parts 5](#_Toc321923100)

[2.4 Remboursement des parts sociales 5](#_Toc321923101)

[2.5 Parts privilégiées 6](#_Toc321923102)

[2.6 Rachat ou remboursement des parts privilégiées 6](#_Toc321923103)

[Chapitre III : les membres 6](#_Toc321923104)

[3.1 Conditions d'admission comme membre 6](#_Toc321923105)

[3.2 Conditions d’admission comme membre associé 6](#_Toc321923106)

[3.3 Droits du membre associé 7](#_Toc321923107)

[3.4 Perte de qualité de membre 7](#_Toc321923108)

[3.5 Suspension du droit de vote 8](#_Toc321923109)

[3.6 Médiation 8](#_Toc321923110)

[Chapitre IV : assemblée des membres 11](#_Toc321923111)

[4.1 Assemblée générale 11](#_Toc321923112)

[4.2 Quorum 11](#_Toc321923113)

[4.3 Avis de convocation 11](#_Toc321923114)

[4.4 Vote 11](#_Toc321923115)

[4.5 Représentation 11](#_Toc321923116)

[4.6 Assemblée annuelle 12](#_Toc321923117)

[4.7 Assemblée extraordinaire 12](#_Toc321923118)

[Chapitre V : conseil d'administration 13](#_Toc321923119)

[5.1 Composition 13](#_Toc321923120)

[5.2 Division des membres en groupes 13](#_Toc321923121)

[5.3 Durée du mandat des administrateurs 13](#_Toc321923122)

[5.4 Procédure de mise en candidature et d'élection des administrateurs 13](#_Toc321923123)

[5.5 Pouvoirs du conseil 15](#_Toc321923124)

[5.6 Devoirs du conseil 15](#_Toc321923125)

[5.7 Réunion du conseil 16](#_Toc321923126)

[5.8 Participation 16](#_Toc321923127)

[5.9 Vote 16](#_Toc321923128)

[5.10 Révocation d’un administrateur 16](#_Toc321923129)

[5.11 Conflit d’intérêts 16](#_Toc321923130)

[Chapitre VI : pouvoirs et devoirs des dirigeants de la coopérative 17](#_Toc321923131)

[6.1 Président 17](#_Toc321923132)

[6.2 Vice-président 17](#_Toc321923133)

[6.3 Secrétaire 17](#_Toc321923134)

[6.4 Trésorier 18](#_Toc321923135)

[6.5 Directeur général ou gérant 18](#_Toc321923136)

[6.6 Responsables de branches de Machinerie 18](#_Toc321923137)

[6.7 Responsables du matériel 19](#_Toc321923138)

[6.8 Coordonnateur des Branche de Main d’œuvre 19](#_Toc321923139)

[6.9 Répondant de Branche de Main d’œuvre 20](#_Toc321923140)

[Chapitre VII : activités 21](#_Toc321923141)

[7.1 Formation des branches d’activité 21](#_Toc321923149)

[7.2 Paiement 21](#_Toc321923150)

[7.3 Exercice financier 22](#_Toc321923151)

[7.4 Contenu du rapport annuel 22](#_Toc321923152)

[7.5 Adoption et modification des règlements de régie interne 22](#_Toc321923153)

[7.6 Entrée en vigueur 23](#_Toc321923154)

**Règlement de régie interne de la CUMA Haut-Saint-Laurent**

**Règlement numéro 1**

# Chapitre I : définitions

## Définitions

Dans le présent règlement, les expressions suivantes désignent :

1. La coopérative : Coopérative d’utilisation de machinerie agricole du Haut-Saint-Laurent
2. La loi : La Loi sur les coopératives (L.R.Q. chapitre C-67.2) ainsi que tout autre loi la modifiant ou la remplaçant.
3. Le conseil : Le conseil d'administration de la coopérative.
4. Le membre : Une personne ou une société, **producteur (trice) agricole** reconnu par le MAPAQ, qui adhère à une branche d’activité de la coopérative et répond aux conditions d’admission comme membre stipulées à l’article 3.1 du présent règlement.
5. Le membre associé : Une personne ou une société qui a la capacité effective d’être un usager des services de la coopérative, qui adhère à une branche d’activité de la coopérative et répond aux conditions d’admission comme membre associé stipulées à l’article 3.2 du présent règlement.
6. Branche d'activité : Unité d’utilisation en commun de matériel ou de services pour laquelle le membre signe un contrat d’engagement avec la coopérative.
7. Branche Machinerie : Une branche d’activité offrant à ses adhérents la possibilité d’utiliser un équipement.
8. Branche Main d’œuvre : Une branche d’activité offrant à ses adhérents la possibilité d’utiliser les services d’un employé à la ferme ou en conciliation travail-famille.
9. L’Administrateur : Un membre du Conseil.
10. Les Dirigeants : les dirigeants sont : Le président, le vice-président, le secrétaire et le cas échéant, le trésorier et le gérant.
11. Le Ministre : le ministre responsable de l’application de la loi.

# Chapitre II : capital social

(Référence : articles 37 à 49.4 de la loi)

## Parts de qualification

Pour devenir Membre ou Membre associé, toute personne ou société doit souscrire :

* 30 parts sociales de qualification de dix dollars (10 $) chacune; 300$.

## Modalités de paiement

1. Les parts de qualification sont payables comptant au moment de l'admission comme membre ou membre associé.

## Transfert des parts

Les parts sociales ne sont transférables qu'avec l'approbation du conseil sur demande écrite du cédant.

La transmission des parts sociales s'opère par simple transcription sur le registre ou le fichier des membres.

Les parts privilégiées, le cas échéant, sont transférables selon les conditions prévues par le conseil conformément à l’article 46 de la loi.

## Remboursement des parts sociales

Sous réserve des restrictions prévues à l'article 38 de la loi, le remboursement des parts sociales est fait selon les priorités suivantes :

1. décès du membre;
2. démission;
3. exclusions.
4. remboursement de parts sociales autres que les parts de qualification.

Le remboursement sera fait selon l'ordre chronologique des demandes à l'intérieur de chaque priorité ci-dessus mentionnée.

## Parts privilégiées

Le conseil est autorisé à émettre des parts privilégiées.

## Rachat ou remboursement des parts privilégiées

Sous réserve des restrictions prévues à l’article 38 de la loi, les parts privilégiées sont rachetables ou remboursables selon les conditions prévues par le conseil conformément à l’article 46 de la loi.

# Chapitre III : les membres

(Référence: articles 51 à 60.2, 200, 211, 211.1, 211.2, 211,4 et 211.8)

## Conditions d'admission comme membre

Pour devenir membre de la coopérative, une personne ou une société doit:

1. Avoir la capacité effective d’être un usager des services de la Coopérative;
2. être un producteur agricole reconnu par le MAPAQ;
3. faire une demande d’admission, à l’exception des membres fondateurs;
4. souscrire le nombre minimum de parts de qualification stipulées à l’article 2.1 et les payer selon l’article 2.2 du présent règlement;
5. s’engager à respecter les règlements de la coopérative;
6. signer et s’engager à respecter un contrat d’engagement pour chacune des branches d’activité auxquelles il adhère.
7. être admise par le Conseil, sauf dans le cas des fondateurs.

## Conditions d’admission comme membre associé

Pour devenir membre de la coopérative, une personne ou une société doit :

1. Avoir la capacité effective d’être un usager des services de la Coopérative;
2. faire une demande d’admission;
3. souscrire le nombre minimum de parts de qualification stipulées à l’article 2.1 et les payer selon l’article 2.2 du présent règlement;
4. s’engager à respecter les règlements de la coopérative;
5. signer et s’engager à respecter un contrat d’engagement pour chacune des branches d’activité auxquelles il adhère.
6. être admise par le Conseil.

## Droits du membre associé

Le membre associé est éligible au poste d’administrateur, il a droit aux ristournes et a droit de vote dans la proportion prévue à l’article 211.4 de la loi.

## Perte de qualité de membre

La qualité de Membre ou de Membre associé se perd par décès, démission, suspension ou exclusion. Dans les trois (3) derniers cas, les dispositions suivantes s’appliquent :

Un Membre ou le Membre associé peut démissionner en donnant au conseil d’administration un avis écrit de 30 jours. Toutefois, le Conseil peut accepter une démission avant l’expiration du délai sauf si le membre a fait de ce délai une condition de sa démission.

Le Conseil peut suspendre ou exclure un membre ou un membre associé dans l’un des cas suivants :

1. S’il n’est pas usager des services de la coopérative;
2. S’il ne respecte pas les règlements de la coopérative;
3. S’il n’a pas payé ses parts de qualification selon les modalités de paiement prévues au règlement;
4. S’il est dépossédé de ses parts de qualification;
5. S’il n’exécute pas ses engagements envers la coopérative;
6. S’il néglige, pendant un exercice financier, de faire affaire avec la coopérative pour la somme déterminée par règlement;
7. S’il exerce une activité qui entre en concurrence avec celle de la coopérative;
8. S’il n’a plus la capacité effective d’être un usager des services de la coopérative;
9. Pour un Membre, s’il n’est plus producteur agricole.

Toutefois, le conseil d’administration ne peut suspendre ou exclure un Membre ou un Membre associé qui est administrateur avant que son mandat d’administrateur n’ait été révoqué.

Avant de se prononcer sur la suspension ou l’exclusion d’un Membre ou d’un Membre associé le conseil d’administration doit l’aviser par écrit des motifs invoqués pour cette suspension ou cette exclusion ainsi que du lieu, de la date et de l’heure de la réunion au cours de laquelle le conseil d’administration rendra sa décision. Cet avis doit être donné dans le même délai que celui prévu pour la convocation de cette réunion. Le membre peut, lors de cette réunion, s’opposer à sa suspension ou à son exclusion en y faisant des représentations ou en transmettant une déclaration écrite que lit le président de la réunion. La décision est prise aux deux tiers des voix exprimées par les administrateurs présents.

La coopérative transmet au Membre ou le Membre associé dans les quinze jours de la décision un avis écrit et motivé de sa suspension ou de son exclusion, laquelle prend effet à la date précisée dans cet avis.

Un Membre ou le Membre associé ne peut être suspendu pour une période de plus de six mois.

## Suspension du droit de vote

Le Conseil est autorisé à suspendre le droit de vote d'un Membre ou d’un Membre associé à une assemblée si, pendant les deux exercices financiers précédant cette assemblée, il n’a pas fait affaire avec la coopérative.

Un avis écrit informant le membre que son droit de voter à l’assemblée est suspendu doit lui être transmis au moins 30 jours avant la tenue de cette assemblée. Un membre à qui le conseil d’administration a décidé de suspendre son droit de vote peut, dans les 15 jours de la réception de l’avis, contester par écrit cette décision.

Après avoir pris connaissance des motifs invoqués au soutien de la contestation, le conseil d’administration rend sa décision et, s’il annule la suspension, en informe le membre par écrit avant l’assemblée.

## Médiation

Tout différend entre la coopérative et un Membre doit être soumis à la médiation, à la demande de la Coopérative ou du Membre.

**3.6.1 Demande**

La demande de médiation est initiée lorsqu’une partie fait parvenir une demande par écrit à cet effet à l’autre partie. La demande écrite contient un bref exposé du fondement de la demande.

Une fois la demande de médiation introduite, les parties sont tenues d’y participer de bonne foi.

**3.6.2 Représentation**

La coopérative doit être représentée par une personne physique habilitée à agir à cette fin. Il en est de même pour le Membre ou le Membre associé, s'il est une société ou une personne morale.

**3.6.3 Médiateur**

Le médiateur est choisi conjointement par la coopérative et le membre.

Si, après sept (7) jours de la date de la demande écrite de médiation, les parties n’ont pu s’entendre sur la personne devant remplir le rôle de médiateur, Le CLD du Haut Saint-Laurent procède, à la demande écrite d’une partie, à la nomination du médiateur, dans un délai de dix (10) jours ouvrables de cette demande.

**3.6.4 Qualités du médiateur**

Le médiateur choisi doit être indépendant et impartial, notamment en ce qu’il ne représente aucune des parties.

Le médiateur doit de plus posséder les connaissances nécessaires à l’accomplissement de son mandat.

**3.6.5 Rôle du médiateur et de la médiation**

Le médiateur aide les parties à rechercher une solution négociée à leur différend. À cette fin, notamment, il aide la coopérative et le membre à communiquer, à négocier, à évaluer leurs positions et à explorer des solutions mutuellement satisfaisantes.

La médiation ne sert pas à déterminer laquelle des parties a raison, mais vise à trouver une solution satisfaisante pour chacune des parties dans le respect des lois et des règlements de la coopérative.

La coopérative et le membre doivent contribuer à un climat d’échanges respectueux et fructueux pour favoriser le règlement du différend.

**3.6.6 Déroulement**

Le médiateur fixe les mesures propres à faciliter le déroulement de la médiation.

Le médiateur reçoit, dès sa nomination, les parties au lieu qu’il détermine. Il les entend, le cas échéant, séparément ou ensemble.

Il demande tout renseignement utile, y compris les pièces nécessaires à l’examen du différend.

La durée de la médiation ne doit pas excéder quinze (15) jours à compter de la date de nomination du médiateur. Ce délai peut être prorogé une seule fois, par accord de toutes les parties, d’une durée au plus égale au délai ci-dessus mentionné.

**3.6.7 Confidentialité**

Le médiateur et les parties sont tenus à la plus stricte confidentialité pour tout ce qui concerne la médiation. Notamment, aucune constatation, déclaration ou proposition effectuée devant le médiateur ou par lui ne peut être utilisée ultérieurement, dans le cadre de procédures judiciaires ou autres. Le médiateur ne peut être appelé à comparaître pour témoigner dans le cadre de procédures judiciaires ou autres.

Dès la nomination du médiateur, celui-ci ainsi que chacune des parties s’engagent par écrit à respecter ces obligations de confidentialité.

**3.6.8 Frais**

Les frais de la médiation, le cas échéant, sont assumés à parts égales entre la coopérative et le membre, sauf si les parties en conviennent autrement.

**3.6.9 Clôture**

Au plus tard, au terme du délai prévu à l’article 3.9.6 du présent règlement, la médiation prend fin :

1. sur décision du médiateur, s’il estime que le processus de médiation ne donnera pas lieu à un accord. Le médiateur fait parvenir aux parties un avis écrit de sa décision;
2. si les parties conviennent conjointement, par écrit, de mettre un terme au processus de médiation;
3. par un accord entre la coopérative et le membre. L’accord intervenu fait l’objet d’un écrit signé par les parties.

# Chapitre IV : assemblée des membres

(Référence: articles 63 à 79 de la loi)

## Assemblée générale

Toute assemblée générale est tenue à l'endroit, à la date et à l'heure fixée par le conseil d’administration sous réserve des dispositions de l'article 4.3 du présent règlement.

## Quorum

Le quorum d’une assemblée générale ou assemblée extraordinaire est constitué des membres présents.

## Avis de convocation

L'avis de convocation est donné par courriel au moins cinq (5) jours ouvrables avant la date fixée pour l'assemblée annuelle ou extraordinaire.

L’avis de convocation doit mentionner le lieu, la date et l’heure de l’assemblée ainsi que les questions à y être débattues.

Les décisions prises à une assemblée générale ne peuvent être annulées sous prétexte que des membres n'ont pas reçu ou lu l'avis de convocation.

## Vote

Le vote est pris à main levée à moins qu'il en soit décidé autrement par l'assemblée à la majorité des membres et membres associés présents.

Les membres associés ont droit à une proportion du droit de vote dans la coopérative équivalente à la proportion obtenue en divisant le nombre de membres associés par le nombre total de membres et des membres associés de la coopérative jusqu’à concurrence toutefois de 25 % du droit de vote à l’assemblée de la coopérative.

## Représentation

Une personne physique membre ou membre associé peut se faire représenter, en son absence, à une assemblée générale par son conjoint ou son enfant majeur.

Le représentant d’une personne morale ou d’une société membre ou membre associé doit être impliqué dans l’exploitation agricole de la personne morale ou de la société qu’il représente.

## Assemblée annuelle

L’assemblée générale annuelle doit être tenue dans les 4 mois qui suivent la fin de l’exercice financier. Les membres y sont convoqués pour :

1. Prendre connaissance du rapport du vérificateur et du rapport annuel;
2. statuer sur la répartition des trop-perçus ou excédents;
3. élire les administrateurs;
4. nommer le vérificateur;
5. fixer, s’il y a lieu, l’allocation de présence des membres du conseil d’administration ou du comité exécutif;
6. déterminer, s’il y a lieu, la rémunération du secrétaire ou du trésorier lorsqu’ils sont également membres du conseil d’administration;
7. prendre toute décision réservée à l’assemblée;
8. procéder à une période de questions portant sur tout sujet relevant de la compétence de l’assemblée.

## Assemblée extraordinaire

*Tenue de l’assemblée* : Le conseil d’administration, le président de la coopérative ou le conseil d’administration de la fédération dont la coopérative est membre peut décréter la tenue d’une assemblée extraordinaire lorsqu’il le juge nécessaire et utile.

Le conseil d’administration doit également décréter la tenue d’une telle assemblée sur requête de vingt-cinq pour cent (25 %) des membres, et ce, dans les vingt et un (21) jours suivant la réception d’une demande écrite de ses membres. La requête doit faire mention des raisons qui justifient la présente demande. Si l’assemblée n’est pas tenue dans les vingt et un (21) jours, deux signataires de la requête peuvent convoquer l’assemblée.

*Sujets de délibérations* : Seuls les sujets mentionnés dans l’avis de convocation peuvent être l’objet de délibérations et de décisions à une assemblée extraordinaire.

# Chapitre V : conseil d'administration

(Référence: articles 80 à 106.1 et 211.3 de la loi)

## Composition

Le conseil se compose de sept administrateurs

## Division des membres en groupes

Pour la formation du Conseil d’administration, les membres de la Coopérative sont divisés en deux catégories de membres visés à l’article 1.1. Pour être éligible à un siège donné, un membre ou un membre associé doit adhérer à au moins une branche d’activité concernée:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Catégorie** | **Nombre de sièges** | **Numéros de siège** |
| Branche Machinerie | 6 | 1,2,3,4,5,6 |
| Branche Main d’œuvre | 1 | 7 |

Les membres associés de la coopérative ont le droit d’élire la proportion du nombre d’administrateurs qu’il lui est permis d’élire en vertu des dispositions de l’article 211.3 de la loi (maximum 25 % du nombre d’administrateurs).

## Durée du mandat des administrateurs

La durée du mandat des administrateurs est de deux ans.

5.2.1 **Mode de rotation des administrateurs**

La rotation des postes se fera de la manière suivante :

* Les administrateurs occupant les sièges 1,3,5 et 7 sont sortants les années financières impaires complétées.
* Les administrateurs occupant les sièges 2,4 et 6 sont sortants les années financières paires complétées.

## Procédure de mise en candidature et d'élection des administrateurs

Le président et le secrétaire de la coopérative sont président et secrétaire d'élection, à moins d'être eux-mêmes en élection :

1. L'assemblée nomme deux scrutateurs, et s'il y a lieu, un président et un secrétaire d'élection.

En acceptant d'agir en cette qualité, ces personnes acceptent également de ne pas être mises en candidature;

1. Le président d'élection donne lecture des noms des administrateurs dont le mandat est terminé en indiquant, leur numéro de siège et le groupe auquel ils appartiennent;
2. Un Membre absent peut être mis en candidature en autant que ce dernier a signifié son intérêt par écrit. L’avis écrit, dûment daté et signé, doit être déposé au secrétaire d’élection lors de la période de mise en candidature;
3. Par la suite, il informe l'assemblée des points suivants :
4. Les administrateurs dont les mandats se terminent sont rééligibles;
5. Les élections se font siège par siège;
6. Les membres peuvent mettre en candidature autant de candidats qu'ils le désirent pour chacun des sièges;
7. Les mises en candidature représentant chaque siège sont closes sur proposition dûment appuyée et non contestée;
8. Le président s'assure de l'acceptation de chaque candidat dès sa mise en candidature. Tout refus élimine automatiquement le candidat;
9. Après cette élimination, on procède au vote secret. Chaque membre écrit le nom du candidat qu’il veut voir élu sur le bulletin de vote.
10. Les scrutateurs comptent les votes obtenus par chaque candidat et transmettent les résultats au président d'élection;
11. Le président déclare élu pour le siège concerné, le candidat qui a obtenu le plus de votes, sans toutefois dévoiler le nombre de votes obtenu par chacun des candidats;
12. En cas d'égalité des votes, le scrutin est repris entre les candidats égaux seulement;
13. Si après un deuxième scrutin, il y a à nouveau égalité, l'administrateur est choisi par tirage au sort;
14. Il y a recomptage si au moins le tiers des membres présents du groupe concerné le demandent. Dans ce cas, les candidats concernés assistent au recomptage;
15. Les étapes 3 à 11 sont ensuite reprises pour chacun des sièges à pourvoir.
16. Les bulletins de vote sont détruits par le secrétaire d'élection immédiatement après la tenue du scrutin;
17. Toute décision du président reliée à la procédure, oblige l'assemblée à moins que cette dernière ne renverse cette décision à la majorité des voix exprimées par les membres présents.
18. Si le nombre de personnes présentes à l’assemblée est inférieur à huit (8), l’assemblée est dispensée de l’obligation de nommer des scrutateurs. De plus, le président et le secrétaire d’élection sont éligibles au poste d’administrateur s’ils sont membres de la Coopérative.

## Pouvoirs du conseil

Le Conseil a tous les pouvoirs pour administrer les affaires de la coopérative.

## Devoirs du conseil

Le Conseil doit notamment :

* 1. assurer la Coopérative contre les risques qu'il détermine;
  2. désigner les personnes autorisées à signer, au nom de la Coopérative, tout contrat ou autre document;
  3. lors de l'assemblée annuelle, rendre compte de son mandat et présenter le rapport annuel;
  4. faire une recommandation à l'assemblée annuelle concernant l'affectation des trop-perçus ou excédents;
  5. faciliter le travail du vérificateur;
  6. encourager l'éducation coopérative des membres, dirigeants et employés de la Coopérative;
  7. promouvoir la coopération entre les membres, entre les membres et la Coopérative et entre celle-ci et d’autres organismes coopératifs;
  8. favoriser le soutien au développement du milieu où la Coopérative exerce ses activités;
  9. fournir au Ministre, si celui-ci en fait la demande, une copie des règlements ainsi que les renseignements et documents qu'il pourrait requérir relativement à l'application de la Loi.

Le Conseil est dispensé de l’obligation d’engager un directeur général ou un gérant.

## Réunion du conseil

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'exigent les intérêts de la coopérative.

La convocation est donnée par courriel au moins 5 jours avant la date fixée pour la tenue de la réunion.

Pour une réunion d'urgence, le délai de convocation est, par exception, réduit à 24 heures.

Quorum : Le quorum est fixé à la majorité du nombre d’Administrateurs déterminé à l’article 5.1 du présent règlement.

Tous les actes passés ou toutes les résolutions adoptées à toute réunion du conseil sont réputés réguliers et valides même s’il est découvert par la suite que la nomination d'un administrateur est entachée d'irrégularités ou que l'un ou l'autre des administrateurs n'est plus habilité à siéger.

## Participation

Les administrateurs peuvent, si la majorité d’entre eux sont d’accord, participer à une réunion par des moyens technologiques permettant à tous les participants de communiquer entre eux.

## Vote

Les votes sont pris à main levée à moins qu’un Administrateur ne demande le vote secret.

Dans le cas d’une réunion se tenant par des moyens technologiques prévus par l’article 5.5, le vote se fait par appel nominal.

*Majorité des voix*: Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées par les Administrateurs présents. En cas de partage, le président de la réunion a voix prépondérante.

## Révocation d’un administrateur

 Selon l’article 99 de la Loi, un administrateur peut être révoqué par les membres qui ont le droit de l'élire lors d'une assemblée extraordinaire à laquelle seuls ces membres sont convoqués.

Les dispositions des articles 100 et 101 de la Loi s’appliquent également.

## Conflit d’intérêts

Un administrateur qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise, un contrat ou une activité économique mettant en conflit son intérêt personnel, autre que celui que lui confère sa qualité de membre, et celui de la Coopérative doit, sous peine de déchéance de sa charge, divulguer son intérêt, s'abstenir de voter sur toute question concernant l'entreprise, le contrat ou l'activité économique dans laquelle il a un intérêt et éviter d'influencer la décision s'y rapportant. Cette divulgation est faite par écrit et est consignée au procès-verbal des délibérations du Conseil.

Il doit, en outre, se retirer de la réunion pour la durée des délibérations qui concernent l'entreprise, le contrat ou l'activité économique dans laquelle il a un intérêt.

# Chapitre VI : pouvoirs et devoirs des dirigeants de la coopérative

(Référence: articles 112.1 à 117 de la loi)

## Président

1. Il préside les assemblées générales et les réunions du conseil, à moins qu’une autre personne soit désignée par l’assemblée comme président d’assemblée ou par le conseil comme président de réunion;
2. Il assure le respect des règlements et décide des questions de procédure sauf en cas d’appel de sa décision;
3. Il surveille l'exécution des décisions prises en assemblée générale et au conseil.
4. Il représente la coopérative dans les relations avec l'extérieur.

## Vice-président

1. En cas d’absence ou d’empêchement de la présidence, la vice-présidence la remplace et en exerce les fonctions et pouvoirs.

## Secrétaire

1. Il est responsable de la rédaction des procès-verbaux des assemblées générales et de ceux des réunions du conseil;
2. Il est responsable de la tenue et de la garde du registre et des archives de la coopérative;
3. Il transmet les avis de convocation des assemblées générales et du conseil;
4. Il est d'office secrétaire du conseil et transmet aux divers organismes ce qui est exigé par la loi;
5. Il exécute toute tâche inhérente à ses fonctions.

## Trésorier

1. Il a la charge des affaires financières de la coopérative;
2. Il organise le travail comptable et s’assure que les tâches sont effectuées;
3. Il a la garde du portefeuille, des fonds et des livres de comptabilité;
4. Il veille au paiement des parts sociales, de tout autre montant exigible selon les règlements et des autres engagements des membres et des membres associés;
5. Au cours des trois mois qui suivent la fin de chaque exercice, il doit voir à la préparation du rapport annuel prévu à l'article 132 de la loi, collaborer avec le vérificateur et soumettre au conseil le rapport annuel pour approbation;
6. Il doit produire un rapport financier au conseil, sur demande.
   * 1. **Cumul de rôle**

Les rôles de secrétaire et de trésorier peuvent être cumulés à la suite d'une décision du Conseil en ce sens.

## Directeur général ou gérant

1. Il a la responsabilité d’engager, avec l’accord du conseil, les employés et tout autre fournisseur de services ;
2. Il détermine, selon les politiques de la coopératives, les tâches et les méthodes d’opération ;
3. Il voit à l’organisation et à la coordination des travaux d’entretien des équipements ;
4. Il est responsable de la planification et de l’application des activités sur une base annuelle, saisonnière et mensuelle avec approbation de cette planification par le conseil ;
5. Il présente, sur demande du conseil, un rapport des opérations et de la gestion des équipements ;
6. Il exécute ou fait exécuter toute autre tâche particulière que lui confie le conseil.

## Responsables de branches de Machinerie

Sur recommandation des adhérents d’une branche d’activité, le conseil nomme un responsable de branche. Ce responsable :

1. définit l’ordre d’utilisation du matériel;
2. détermine la planification et l’organisation du travail;
3. assure le respect du contrat d’engagement;
4. peut cumuler cette fonction et celle de responsable du matériel;
5. exécute toute autre tâche que lui confie le conseil et fait rapport à ce dernier.

## Responsables du matériel

Pour chacune des branches de machinerie, le conseil d’administration nomme un responsable du matériel. Ce dernier veille à l’entreposage, à l’entretien et à la réparation du matériel. Avant d’effectuer des réparations, il doit en référer au conseil.

## Coordonnateur des Branche de Main d’œuvre

Sous la supervision du Conseil, le coordonnateur des branches de Main d’œuvre :

1. Assure la recherche constante de financement pour les activités reliées aux branches de Main d’œuvre;
2. Offre le soutien et l’encadrement des membres et des employés ;
3. Embauche les employés et autres fournisseurs de services ;
4. Recrute des entreprises agricoles et crée de nouvelles branches d’activité;
5. Assure la mise en application des conditions de travail, de la grille salariale et de la grille de partage des employés ;
6. Arbitre les différends entre les membres et les employés et entre les entreprises membres;
7. Veille à l’application des tâches et des méthodes d’opération, selon les politiques de la coopérative;
8. Organise et la coordonne les activités des branches de main d’œuvre sur une base annuelle, saisonnière et mensuelle avec l’approbation de cette planification par le conseil d’administration;
9. Présente au Conseil, un rapport des opérations, de la gestion du personnel;
10. Exécute toute autre tâche que lui confie le conseil d’administration comme la promotion des services de la Coopérative, auprès des entreprises agricoles et des travailleurs, l'initiation des membres aux principes coopératifs et au mode de fonctionnement de la coopérative;
11. Veille à la formation des employés auprès des maisons d’enseignement et, également, avec les entreprises membres.

## Répondant de Branche de Main d’œuvre

Lors de la première réunion d’une branche d’activités, le conseil d’administration, en accord avec les membres de cette branche, nomme un répondant

* + 1. **Le rôle du répondant :**

Sous la supervision du coordonnateur des branches Main d’œuvre, en collaboration avec le conseil d’administration :

1. S’assurer du respect du contrat d’engagement;
2. convoquer les réunions de branche, au besoin;
3. établir le calendrier de travail et le modifier, en accord avec les membres, lorsque surviennent des événements imprévus, non inscrits et jugés prioritaires;

En collaboration avec le coordonnateur des branches Main d’œuvre pour :

1. supervise l’employé(e) en assurant le suivi du calendrier avec ce dernier;
2. trouve un remplaçant lorsque l’employé(e) ne peut travailler;
3. en cas d’annulation d’un bloc de travail, il tente de trouver un ou des membres prêts à prendre le bloc;
4. règle tout litige entre l’employé(e) et les membres;
5. assure le lien entre la branche d’activités et le conseil d’administration et / ou la gérance de la coopérative;

i) en cas de litige entre deux ou plusieurs membres, c’est le conseil d’administration de la coopérative qui tranche, au meilleur de ses connaissances, le plus équitablement possible.

# Chapitre VII : activités

(Référence: articles 27, 43, 90, 128 à 134 de la loi)



## Formation des branches d’activité

Le conseil de la coopérative peut, lorsqu’une partie seulement des membres est intéressée par un matériel ou un service, créer une branche d’activité spécifique à ces derniers.

Pour créer une branche d’activité, il doit y avoir un minimum de 2 adhérents.

Tout adhérent à une branche d’activité doit :

1. être membre ou membre associé de la coopérative;
2. s’engager à utiliser le matériel ou le service de la branche pendant un certain nombre d’années, à raison d’un certain nombre d’heures, d’hectares ou d’unités déterminés par le contrat d’engagement;
3. verser sa quote-part du coût d’acquisition, désignée comme droit d’utilisation, au contrat d’engagement.

Chacune des branches d’activité, par l’intermédiaire de son responsable, soumet au conseil, pour approbation, un plan d’utilisation du matériel dans lequel sont décrites les modalités d’engagement, d’utilisation, d’entretien et de responsabilité pour chacun des adhérents à cette branche.

L’acceptation de tout nouvel adhérent à une branche d’activité déjà en opération est subordonnée à une décision du Conseil sur recommandation des membres de la branche d’activité visée. Le responsable de la branche d’activité dispose de deux semaines pour faire part de la recommandation au Conseil quant à l’admission d’un nouvel adhérent.

## Paiement

* + 1. Le Membre ou le Membre associé s’engage à payer les services de la coopérative dans les trente jours de la réception d’une facture, conformément à ses contrats d’engagement.
    2. La Coopérative pourra appliquer des intérêts de 2% par mois sur toute facture en souffrance.
    3. La Coopérative pourra retenir les sommes qu’elle peut devoir ou confisquer les parts d’une personne ou société pour le remboursement de toute créance qu’elle détient contre cette personne ou société jusqu’à concurrence du montant de cette créance.

## Exercice financier

L'exercice financier commence le 1er janvier de chaque année et se termine le 31 décembre.

## Contenu du rapport annuel

Dans les quatre (4) mois qui suivent la fin de l’exercice financier, le conseil d’administration prépare un rapport annuel qui doit contenir, notamment :

1. Le nom et le domicile de la coopérative, de même que tout autre nom sous lequel elle s’identifie;
2. le nombre de membres de chaque catégorie;
3. le nom des Administrateurs et des Dirigeants;
4. les états financiers du dernier exercice;
5. un état du capital social incluant les demandes de remboursement des parts, et les prévisions de remboursement des parts;
6. le rapport du vérificateur;
7. la date de la tenue de l’assemblée annuelle;
8. le nombre de personnes à l’emploi de la coopérative, le cas échéant;
9. les autres renseignements exigés par règlement.

Dans les trente jours suivant la tenue de l’assemblée générale annuelle, le Conseil doit transmettre copie du rapport annuel au ministre et à la fédération dont la Coopérative est membre, le cas échéant.

## Adoption et modification des règlements de régie interne

Les règlements de la coopérative sont adoptés par l’assemblée générale. L’avis de convocation d’une assemblée générale doit faire mention de tout règlement qui peut y être adopté ou modifié. L’avis de convocation à une telle assemblée doit être accompagné d’une copie ou d’un résumé du projet de règlement à l’ordre du jour.

## Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 8 mai 2006 suite à l’AGO.

Il a été modifié lors de l’assemblée générale du 4 avril 2012.

Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

(Secrétaire)

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

(Président)